

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**KEB HANA BANK**

Siège social : 35, Euljiro 2-ga, Jung-gu, Séoul, 100-793, Corée du Sud.

Succursale à Paris : Dotation : 15 244 901,72 euros.

Adresse de la succursale : **38, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.**

308 247 832 R.C.S. Paris.

**I. Bilan au 31 décembre 2024 (En milliers d'Euros)**

<b>Actif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
1 Caisse, Banques Centrales, C.C.P	67 461	20 342
2 Créances sur les Etablissements de Crédit	8 530	11 087
- à vue	8 530	6 573
- à terme	-	4 514
3 Opérations avec la Clientèle	254 455	262 048
- à vue	-	5 304
- à terme	254 455	256 744
4 Opérations sur titres	20 023	20 036
- Obligations et autres titres à revenu fixe	20 023	20 036
5 Immobilisations incorporelles	-	-
6 Immobilisations corporelles	38	32
7 Autres actifs	150	185
8 Comptes de régularisation	1 801	2 155
Total de l'Actif	352 458	315 885

<b>Passif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
1 Dettes envers les Etablissements de crédit	245 169	228 470
- à vue	1 722	2 291
- à terme	243 446	266 179
2 Opérations avec la Clientèle	86 253	66 065
- à vue	83 670	63 843
- à terme	-	-
- dépôts de garantie	2 583	2 222
3 Autres Passifs	91	197
4 Comptes de régularisation	427	508
5 Provisions	2 436	3 102
6 Dettes subordonnées	-	-
7 Capitaux propres Hors FRBG	18 082	17 543
- Capital souscrit	15 245	15 245
- Résultat de l'exercice	2 837	2 298
Total du Passif	352 458	315 885

**II. Hors bilan (En milliers d'Euros)**

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
<b>Engagements de Financement</b>	55 422	55 175
- Engagements en faveur d'Etabl. de Crédit(R/A)	-	-
- Engagements en faveur de la clientèle	55 422	55 175
<b>Engagements de Garantie</b>	9 326	44 288
- Engagements d'ordre d'Etabl. de Crédit	-	-
- Engagements d'ordre de la clientèle	9 326	44 288
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
<b>Engagements de Financement</b>	95 920	90 280
- Engagements reçus d'Etabl. de Crédit	95 920	90 280
<b>Engagements de Garantie</b>	58 950	56 050
- Engagements reçus d'Etabl. de Crédit	58 950	56 050
- Engagements reçus de la clientèle	-	-

	31/12/2024	31/12/2023
<b>OPERATIONS EN DEVISES</b>		
Opérations de prêts ou d'emprunts en devises et de change au comptant	177	-
- Euros achetés non encore reçus	88	-
- Dev. achetées non encore reçues	-	-
- Euros vendus non encore livrés	-	-
- Dev. vendues non encore livrées	88	-

### III. Compte de Résultat

#### PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE (En milliers d'Euros)

	31/12/2024	31/12/2023
1 + Intérêts et produits assimilés	15 547	13 465
2 - Intérêts et charges assimilés	11 180	8 864
3 + Commissions (produits)	1 686	1 915
4 - Commissions (charges)	41	26
5 + Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de négociation	100	86
+ Bénéfice des opérations de change		
6 + Autres produits d'exploitation bancaire	-	-
7 - Autres charges d'exploitation bancaire	-	-
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>6 112</b>	<b>6 576</b>
8 - Charges Générales d'exploitation	3 097	3 125
9 - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	14	62
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 001</b>	<b>3 389</b>
10 +/- Coût du risque	665	- 268
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 666</b>	<b>3 121</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>3 666</b>	<b>3 121</b>
11 +/- Résultat exceptionnel	2	-
12 - Impôt sur les bénéfices	831	823
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 837</b>	<b>2 298</b>

### IV. ANNEXE

KEB Hana Bank Paris, dont le capital s'élève à 15 244 901,72 € est la succursale française de KEB Hana Bank.

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 totalise 352 458 K€.

Le résultat de l'exercice est de 2 837 K€.

#### 1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement ANC 2014-07 modifié par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 ainsi que par le règlement CRC n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, abrogé et repris par le règlement 2014-04 modifié.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes comptables :

- Principe de prudence
- Principe de permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Principe de continuité d'exploitation
- Principe d'indépendance des exercices
- Principe d'importance relative

Les informations chiffrées données dans cette annexe sont exprimées en milliers d'euros (K€) sauf mention contraire.

##### 1.1 Prêts et créances

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Conformément au Titre 2, Livre II du règlement ANC n° 2014-07 modifié par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 relatifs au traitement comptable du risque, les créances sur la clientèle sont classées en créances douteuses ou en créances compromises lorsqu'elles présentent un risque probable ou certain de non recouvrement partiel ou total. Elles font alors l'objet d'une dépréciation de façon à couvrir la perte probable pouvant en résulter pour l'établissement.

Par ailleurs, la KEB Hana Bank a, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, introduit la notion d'actualisation aux conditions d'origine du crédit des flux recouvrables dans le cadre du calcul des dépréciations pour créances douteuses.

Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres à l'ouverture.

### **1.2 Dépréciation des prêts et créances et provision**

Les dotations et reprises de provision et de dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties relatives aux créances douteuses et créances douteuses compromises sont comptabilisées dans la rubrique " coût du risque ".

La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est positionnée au passif dans le poste « provision » pour les provisions générales et pour les engagements de financement et de garantie (cf. 1.8 et 1.9).

### **1.3 Portefeuille titres**

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par les dispositions du règlement ANC 2014-07 modifié qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Au cours de l'exercice 2024, KEB Hana Bank Paris ne détenait que des titres classés dans la catégorie titres d'investissement. Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Ces titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles.

### **1.4 Immobilisations incorporelles**

Aucune immobilisation incorporelle n'est enregistrée au bilan.

### **1.5 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de TVA récupérable et d'amortissement. La KEB Hana Bank applique le règlement 2014-03 modifié.

Chaque immobilisation est amortie unitairement en fonction de sa durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations	10 ans
- Mobilier et matériel de bureau	4 ans
- Matériel informatique	4 ans

### **1.6 Comptabilisation des charges et produits**

Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat au prorata temporis.

Les commissions sont comptabilisées en résultat en fonction des services rendus.

Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation.

Les commissions rémunérant des services ponctuels ou rémunérant un acte important sont intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est réalisée ou l'acte exécuté.

Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

## 1.7 Opérations en devises

Les postes d'actif ou de passif libellés en devises sont convertis en euros sur la base des cours de change des différentes devises au 31 décembre 2024.

## 1.8 Provisions

	2024	2023
Provisions clients(1)	2 174	2 244
Provisions client au titre du risque-pays(2)	-	435
Provision pour indemnité du risque et charge	-	-
Provisions pour garanties données aux clients(3)	30	188
Provisions client pour des lignes de crédit non utilisées(3)	232	235
	2 436	3 102

Ces provisions classées au passif se décomposent en trois catégories :

(1) provisions client au passif conformément à la directive du siège et à la recommandation de la Commission Bancaire coréenne : 0.85 % ou 0.9 %, selon le secteur, sur les encours sains des sociétés et 1 % pour les clients particuliers. Pour les créances saines à surveiller : lorsque l'impayé est compris entre 1 et 3 mois ; 7 % pour celles d'entreprises, 10 % pour celles des particuliers. Lorsque l'impayé est supérieur à 3 mois : 20 % pour l'ensemble des créances. Les créances douteuses sont provisionnées à 50 % et 100 % pour les pertes prévisionnelles.

(2) Suivant la décision interne, sous le document de Paris branch 2024-254 (Reversement des provisions au titre du risque-pays), les provisions au titre du risque-pays d'un montant de 435 K€ a été reversée le 30 avril 2024. Donc il n'y aura plus de versement de provisions au titre du risque-pays à nouveau.

(3) provisions au passif sur engagements hors bilan conformément à la directive du siège et à la recommandation de la Commission Bancaire coréenne, KEB Hana Bank comptabilise en provisions ;

► les risques sur le hors bilan relatif aux garanties données aux clients :

0.85 % ou 0.9 % pour garanties données aux entreprises pondérés à 50 %,

1 % pour garanties données aux clients particuliers pondérés à 50 %

► les risques sur le hors bilan relatif aux lignes de crédit non utilisées :

0.85 % ou 0.9 % du montant des lignes non utilisées, pondérés à 20 % pour les entreprises,

1 % du montant des lignes non utilisées, pondérés à 20 % pour les particuliers

## 1.9 Dépréciations

	2024	2023
Dépréciation sur créances douteuses	-	-

Ces dépréciations concernent des crédits individualisés et figurent en déduction de l'actif.

Dès lors qu'un encours est classé en encours douteux, KEB Hana Bank Paris constitue une dépréciation qui tient compte de l'étendue des garanties et de la perte prévisionnelle.

## 1.10 Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation sont pour l'essentiel composés de valeurs en instance de recouvrement, de charges et de produits constatés d'avance tant à l'actif qu'au passif du bilan.

## 2. Compléments d'informations relatifs au bilan

### 2.1 Actif du bilan

#### 2.1.1 Créances sur les établissements de crédit

	Intra-groupe	Autres	Total 2024	Total 2023
- Créances à vue	3 143	5 387	8 530	11 087
- Créances à terme	3 143	5 387	8 530	6 573
	-	-	-	4 514

Répartition des encours à terme (montants principaux) selon la durée restant à courir :

Total	D <= 3 m	3 m < D <= 1 an
-	-	-

Ventilation géographique des créances sur les établissements de crédit :

Total	UE	H.UE
8 530	1 708	6 822

### 2.1.2 Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle excepté crédits à l'habitat ne sont pas éligibles auprès de la Banque de France.

	2024			2023
	Encours sains	Encours douteux	Dépréciations	Encours sains
Total	254 455	-	-	262 048
Créances non éligible auprès de la Banque de France				
- Crédits de trésorerie	170 034			174 718
- Crédits à l'équipement	81 994			78 942
- Crédits à l'exportation	-			-
- Comptes ordinaires débiteurs	-			5 304
- Autres crédits à la clientèle	-			-
- Prêts à la clientèle financière	-			-
Créances mobilisables à la Banque de France				
- Crédits à l'habitat	1 398			1 580
- Crédits rattachés	1 029			1 504

Répartition des encours à terme (montants principaux) hors créances rattachées selon la durée restant à courir :

Total	D<=3 m	3 m<D<1 an	1 an<D<=5 ans	5 ans<D
253 426	17 881	82 412	113 043	40 090

Ventilation géographique des créances sur la clientèle

Total	UE	H.UE
253 426	209 156	44 270

### 2.1.3 Opération divers

Total	D<=3 m	3 m<D<1 an	1 an<D<=5 ans	5 ans<D
20 023			20 023	

### 2.1.4 Immobilisations incorporelles

Valeur nette au 31/12/2023	Acquisition	Mise H.S.	Amortissement	Valeur nette au 31/12/2024
-	-	-	-	-

### 2.1.5 Immobilisations corporelles

	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisition	Mise H.S.	Valeur brute au 31/12/2024	Cumul d'amortis.	Valeur nette au 31/12/2024
Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-	-
Autres immo.corp	961	20	-	981	943	38
Total	961	20	-	981	943	38

**2.1.6 Autres actifs**

	2024	2023
Total	150	185
- T.V.A remboursable	6	6
- Dépôts de garanties	75	82
- Fonds de Garantie de Dépôts	86	80
- Excedent IS	- 17	17
- Suspense Receivable(Others)	-	-

**2.1.7 Comptes de régularisation Actif**

	2024	2023
Total	1 801	2 155
- Charges constatées d'avance	24	15
- Operations Check et Visa card en attente du traitement	-	-
- Reprise charges personnels (litige prudhommal)	-	-
- Divers (*)	1 777	2 140

\* Les comptes annuels consolidés de la KEB Hana Bank sont établis en normes comptables IFRS et la succursale française établit des comptes individuels annuels en normes comptables françaises conformément au règlement ANC n° 2014-07 (ancien règlement CRB91-01) modifié par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

En 2016, à la demande du siège, l'écart de résultat entre les normes IFRS et normes comptables françaises cumulé depuis 2011(date d'adoption des IFRS par le Groupe), a fait l'objet d'un transfert de fonds entre la succursale et la maison mère en contrepartie du débit d'un compte de régularisation à l'actif du bilan.

L'écart du résultat se compose principalement de ;

- La variation de la provision risque pays qui n'est pas reconnue en normes IFRS
- La différence de la méthode d'évaluation de provision pour risques et charges entre les normes comptables françaises et normes IFRS 9.
- La différence de la méthode du traitement des loyers en location avec la norme IFRS 16 introduite pour les comptes consolidés depuis 2020.

**2.2 Passif du bilan****2.2.1 Dettes envers les Etablissements de crédit**

	Intra-groupe	Autres	Total 2024	Total 2023
	186 723	57 000	243 723	225 403
- Créances à vue	1 722		1 722	2 291
- Créances à terme	185 001	57 000	242 001	223 112

Répartition des encours à terme hors dettes rattachées selon la durée restant à courir :

Total	D <= 1 m	1 m<D<= 3 m	3 m<D<= 6 m	6 m < D
242 000	43 000	66 510	90 490	42 000

Ventilation géographique des dettes sur les établissements de crédit :

Total	UE	H.UE
243 723	42 675	201 048

\* Les frais de siège 426 k€ relatifs à l'exercice 2024 sont comptabilisés en *Dettes envers les établissements de crédit*.

**2.2.2 Comptes créditeurs de la clientèle**

	2024	2023
Total	86 254	66 064
- à vue	83 671	63 842
- à terme	-	-
- dépôts de garantie	2 583	2 222

Répartition des encours à terme (montants principaux) hors dettes rattachées selon la durée restant à courir :

Total	D<=3 m	3 m<D<1 an	1 an<D<=5 ans	5 ans<D
-	-	-		

Ventilation géographique des dettes sur la clientèle :

Total	UE	H.UE
<b>86 254</b>	22 248	64 006

### 2.2.3 Autres passifs

	2024	2023
Total	<b>90</b>	<b>197</b>
- Dettes fiscales et sociales*	<b>87</b>	62
- Retenue à la source sur les bénéfices	<b>138</b>	135
- Divers **	<b>- 135</b>	-

\* Dettes fiscales et sociales se composent de réserve de cotisation d'Urssaf patronal et salarial de 25 K€, une dette fiscale IS de 7 K et de provision pour congés à payer de 55 K€.

\*\* Le montant de 135 K € relatif à la retenue à la source sur les bénéfices 2023 payé en 2024, initialement présenté comme une dette fiscale dans les états financiers 2023, a été réglé en 2024 par paiement en tant que charge. Ce montant ne figure pas dans les dettes fiscales du bilan 2024 en raison de l'absence d'écriture comptable, mais a été manuellement neutralisé via ajustement des états financiers.

### 2.2.4 Comptes de régularisation Passif

	2024	2023
Total	<b>427</b>	508
- Produits constatés d'avance*	<b>427</b>	508

\* Produits constatés d'avance représentent majoritairement des commissions de participations (386 K€) perçues lors du traitement de crédit syndiqué. 42 K€ sont des frais de garantie d'ordre de la clientèle.

### 2.2.5 Dépréciations et provisions

- dépréciations des créances douteuses en déduction de l'actif

31.12.2023	Augmentation	Diminution	31.12.2024
-	-	-	-

- provisions

31.12.2023	Augmentation	Diminution	31.12.2024*
3 102	1 239	1 905	<b>2 436</b>

\* les provisions au titre de risque pays pour les encours auprès des sociétés coréennes d'un montant de 436 k€ ont été reprises.

### 2.2.6 Capitaux propres

	2024	2023
Total	<b>18 082</b>	17 543
- Capital souscrit(dotation)	<b>15 245</b>	15 245
- Résultat de l'exercice *	<b>2 837</b>	2 298

\* Le résultat de l'exercice est transféré chaque année au siège sauf dans le cas d'une perte. En cas de perte, le capital sera réinjecté à hauteur de la perte par le siège.

### 2.3 Ventilation des créances/dettes rattachées

Total	Créances rattachées	Dettes rattachées
- Opérations interbancaires	-	1 446
- Opérations avec la clientèle	1 029	22
- Opérations sur titres	-	-



## 2.4 Opérations en Devises

	2024	2023
Actif	48 647	46 620
- Créances/Ets de crédit	5 802	8 733
- Créances/Clientèle	42 845	37 887
Passif	48 731	46 621
- Dettes/Ets de crédit	47 712	36 370
- Dettes/Clientèle	1 019	10 251

## 2.5 Engagements de hors bilan

	Autres	Intra-groupe	Total 2024	Total 2023
Engagements donnés	64 748	-	64 748	99 463
- Etablissements de Crédit(1)	-	-	-	-
- Clientèle	64 748	-	64 748	99 463
. Autorisation de ligne de crédit non utilisée(2)	55 422	-	55 422	55 175
. Autres garanties bancaires(3)	9 326	-	9 326	44 288
Engagements reçus	-	95 290	95 290	90 280
- Etablissements de Crédit(4)	-	95 290	95 290	90 280
- Clientèle	-	-	-	-

(1) Les opérations de confirmation données dans le cadre de crédit documentaire

(2) Les parts non utilisées de l'autorisation de découvert en compte et de ligne de crédit (55 422 K€) sont enregistrées en engagement de financement.

- Autorisation de découvert non utilisée(sté) 6 000 K€

- Autorisation de découvert non utilisée(ind) 10 K€

- Ligne de garantie non utilisée(sté) 1 454 K€

- Crédit de trésorerie non utilisé(sté) 47 958 K€ (SDFST - 22 833 K€, SNC BODENSEE BAIL 1 - 12 606 K€, SNC BODENSEE BAIL 2 - 12 519 K€)

(3) Il s'agit des garanties bancaires émises en faveur de la clientèle. 4 639 K€ pour les cautions immobilières (35 M€ de caution pour SCI Vreit St-ouen la distillerie a été résiliée en 2024) et 4 687 K€ pour d'autres garanties financières.

(4) a. Un accord de refinancement de 95 920 K€) consenti par le siège de KEB Hana Bank à l'usage d'amélioration de liquidité de la succursale parisienne

b. Une lettre de garantie reçue de KEB Hana Bank Séoul à hauteur de 550 K€ en garantie d'un prêt consenti à la société DELITOON SAS.

c. Une lettre de garantie reçue de KEB Hana Bank Séoul à hauteur de 2 300 K€ en garantie d'un prêt consenti à la société POLARIS SRL.

d. Une lettre de garantie reçue de KEB Hana Bank Séoul à hauteur de 50 000 K€ en garantie d'un prêt consenti à la société HANWHA ENERGY CORPORATION EUROPE SL.

e. Une lettre de garantie reçue de KEB Hana Bank Séoul à hauteur de 5 000 K€ en garantie d'un prêt consenti à la société SPC EURO.

\*\*Le détail des « Engagements hors bilan non comptabilisés »

Autres garanties reçues de la clientèle ;

- Garanties immobilières 34 715 K€

- Nantissement de Compte à terme et Gage-espèce 4 712 K€

- Cautions solidaires (maison mère, personne physique) 102 941 K€

- Equipements 22 064 K€

## 3. Notes sur le compte de résultat

### 3.1 Produits nets des intérêts

	Total 2024			2023	
1. Opérations avec les Ets. De crédit		UE	H. UE	UE	H. UE
- Produits	1 163	955	208	1 347	214
- Charges	10 366	2 508	7 858	1 469	7 063
Total Net	- 9 203	- 1 553	- 7 650	- 122	- 6 849

	Total 2024			2023	
2. Opérations avec la clientèle		UE	H. UE	UE	H. UE
- Produits	14 347	11 264	3 083	8 558	3 309
- Charges	814	814	-	332	-
Total Net	13 533	10 450	3 083	8 226	3 309

	Total 2024			2023	
3. Opérations sur obligations et autres titres(*)		UE	H. UE	UE	H. UE
- Produits	37	37	-	37	-
- Charges	-	-	-	-	-
Total Net	37	37	-	37	-

(\*) Par la décision de l'ACPR en date du 06 décembre 2021, le niveau du ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) à respecter est fixé à 60 % contre 30 % à compter du 31 décembre 2021. Afin d'être en conformité avec cette exigence réglementaire, la succursale a acquis une obligation de HQLA (High Quality Liquid Assets) de niveau 1 de l'ordre de 20 M€ en date du 25 février 2022.

### 3.2 Produits nets des Commissions

	Total 2024			2023	
Opérations avec les Ets. De crédit		UE	H. UE	UE	H. UE
- Produits	38	10	28	12	29
- Charges	16	14	2	16	1
Total Net	22	- 4	26	- 4	28

	Total 2024			2023	
Opérations avec la clientèle		UE	H. UE	UE	H. UE
- Produits	1 648	1 475	173	1 677	196
- Charges	25	17	8	4	5
Total Net	1 623	1 458	165	1 673	191

### 3.3 Résultat net des Opérations de change

	2024	2023
- Produits	136	115
- Charges	36	28
Total Net	100	87

L'exposition en devise de la succursale parisienne fait l'objet d'une surveillance étroite dans le cadre de la gestion du risque opérationnel par le Intergrated Risk Management Department du siège et la situation des opérations de change est dressée mensuellement.

### 3.4 Autres produits et charges assimilés

	2024	2023
- Produits	-	-
- Charges	-	-
Total Net	-	-

### 3.5 Frais de Personnel

#### 3.5.1 Rémunération du personnel

	2024	2023
- Frais de personnel	722	883

\* La diminution est due aux indemnités de départ en 2024 ainsi que la revalorisation des salaires par rapport à 2023.

**3.5.2 Autres charges sociales et fiscales**

	2024	2023
- Charges sociales	259	242
- Taxes sur rémunérations	73	67
- Autres impôts, taxes et assimilés	137	116
- Retenue à la source sur les bénéfices	138	135

**3.5.3 Effectif au 31.12.2024**

	2024	2023
Total	14	14
- Employés	10	9
- Cadres	4	5

**3.6 Autres charges d'exploitation**

	2024	2023
- Frais de siège*	426	456
- Honoraires des Commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes	23	63
- Autres charges externes	1318	1 164

\*Les frais de siège sont facturés chaque année par KEB Hana Bank Seoul.

**3.7 Coût du risque**

	2024	2023
Reprises sur provisions	1 651	767
- Dotations aux provisions	- 986	- 1 035
Reprises sur dépréciations sur créances douteuses	-	-
- Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-	-
	665	- 268

**3.8 Produits exceptionnels**

2024	2023
2	-

**3.9 Charges exceptionnelles**

2024	2023
-	-

**3.10 Impôts sur les bénéfices : 930 K€**

Le bénéfice imposable de l'exercice 2024 s'élève à 3 701 €.

Pour le calcul de l'IS, le taux en vigueur a été appliqué soit 25 %.

La succursale bénéficie d'un crédit d'impôt de 99 K€ relatif à la retenue à la source des intérêts italiens.

Le montant des acomptes versés au cours de l'exercice 2024 s'élevant à 823 K€, la dette d'IS de 8 K€ a été inscrit dans le passif du bilan.

Le résultat de l'exercice est transféré au siège et conformément à l'article 10 de la convention fiscale entre la France et la Corée du Sud, les retenues à la source sur les bénéfices représentent 139 K€ (3.5.2 Autres charges sociales et fiscales).

**4. Autres Informations****4.1 Consolidation des comptes annuels**

Les comptes de la succursale française de KEB Hana Bank sont consolidés par le siège. KEB Hana Bank dont l'adresse est au 35, Euljiro 2-ga Jung-gu Séoul, 100-793, Corée du Sud.

## 4.2 Engagement du siège KEB Hana Bank

### 4.2.1 Ligne de refinancement

La succursale parisienne bénéficie d'un accord de refinancement du siège d'un montant de 100MUSD (95 920 K€) depuis décembre 2004 dans le cadre d'amélioration de liquidité de la succursale.

### 4.2.2 Couverture du risque de contrepartie

Depuis 2017 la succursale parisienne bénéficie d'un engagement du siège sur les expositions des clients.

Par la « *Lettre d'engagement du siège à l'égard de sa succursale parisienne* » de KEB Hana Bank Séoul en date du 20 avril 2017 adressée auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, KEB Hana Bank Séoul s'est engagée irrévocablement à garantir, sans réserve, sans condition et sans limitation de durée, les expositions de tout client de la succursale dont la valeur calculée en application de la 3<sup>ème</sup> partie, titre II, Chapitre 2 et conformément aux articles 399 à 403 du CRR, dépasserait 25 % des fonds propres éligibles de la succursale.

Par cet engagement, KEB Hana Bank Séoul prend acte que la fraction de l'exposition de tout client de la succursale soit traitée comme une exposition à l'égard de KEB Hana Bank Séoul en vertu de l'article 403 règlement(UE) 575/2013 et par conséquent les expositions prises par la succursale sur KEB Hana Bank Séoul sont exemptées aux grands risques conformément à l'article 2 1.a) de l'Arrêté du 23 décembre 2013.

## 4.3 Les comptes inactifs

Conformément à la loi du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurances vie en déshérence (dite loi Eckert), la situation des comptes inactifs de la succursale au 31 12 2024 est comme suite ;

- le nombre de comptes inactifs : 164

- le montant des encours inscrits sur les comptes inactifs : 430 K€

- le nombre de compte ainsi que le montant des avoirs dont la gestion a été transmise à la Caisse des Dépôts et Consignation au cours de l'exercice : Néant

## 4.4 Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice

### 4.4.1 Evolution des taux monétaires directeurs

Suite aux décisions de politique monétaire annoncées par le Conseil des Gouverneurs de la Banque Centrale Européenne, les taux monétaires directeurs ont été progressivement réduits au cours de l'exercice 2024 et cette évolution a impacté le résultat de l'exercice.

- 4 % (01.01 – 11.06) → 3.75 % (12.06 – 17.09) → 3.5 % (18.09 – 22.10) → 3.25 % (23.10 – 17.12) → 3 % (18.12 – 31.12)

## 4.5 Evènements postérieurs à la clôture

Néant

# V. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

## Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, et conformément à l'article D. 511-9 du Code monétaire et financier nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la succursale KEB Hana Bank, Paris Branch relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général de la succursale.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 30 mai 2025

KPMG S.A.

Ulrich Sarfati

Associé

## VI. Rapport de Gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la KEB Hana Bank, 38 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

### B. Comptes consolidés de Hana Financial Group

- Présentés en milliards de WON et en millions d'EURO
- Ces comptes consolidés sont présentés en normes IFRS
- Taux de change : 1534.03 Won/1 euro

## I. Bilan consolidé

### Actif

		2024		2023
		en M EUR	en Md Won	Md Won
1	Caisse et Banques Centrales, C.C.P	26 339,1	40 405,0	34 480,5
2	Créances sur Ets de Crédit	99 622,1	152 823,2	135 399,7
3	Prêts sur clientèle	262 957,3	403 384,4	381 410,7
4	Immobilisations	6 457,7	9 906,2	8 762,3
5	Autres actifs	20 422,5	31 328,7	31 872,8
	Total de l'Actif	415 798,6	637 847,5	591 926,0

### Passif

		2024		2023
		en M EUR	en Md Won	Md Won
1	Dépôts de la clientèle & l'étab. de crédit	254 368,4	390 208,7	371 866,2
2	Emprunts auprès des etab. de crédit	30 079,7	46 143,2	43 590,3
3	Dettes constituées par des titres	42 293,6	64 879,6	58 702,3
4	Autres Dettes	60 650,1	93 039,1	77 585,4
	Total	387 391,8	594 270,6	551 744,2
5	Capitaux propres	28 406,8	43 576,9	40 181,8
	- Capital social	978,6	1 501,2	1 501,2
	- Report à nouveau	18 018,0	27 640,1	25 126,2
	- Capital Ajusté	8 839,2	13 559,7	12 716,0
	- Participation minoritaires	571,0	875,9	838,4
	Total du Passif	415 798,6	637 847,5	591 926,0

II. Compte de résultat consolidé de Hana Financial Group

- Taux de change 1534.03 Won/1 euro

	2024		2023
	en M EUR	en Md won	en Md Won
+ Revenus nets des intérêts	5 711,1	8 761,0	8 879,4
+ Revenus nets des commissions	1 610,0	2 469,9	1 977,7
+ Revenus des produits financiers	741,6	1 137,6	1 351,6
- Frais généraux	2 953,2	4 530,3	4 408,3
+ Autres produits d'exploitation bancaire	-1 944,6	-2 983,0	-3 107,0
Résultat d'exploitation	3 165,0	4 855,2	4 693,4
+ Produits divers	128,4	197,0	-12,2
Résultat avant impôt	3 293,4	5 052,2	4 681,2
- Impôt sur les bénéfices	836,8	1 283,6	1 212,8
RESULTAT NET	2 456,6	3 768,5	3 468,4

III. Rapport des auditeurs indépendants (trad.)

Aux actionnaires et du Conseil d'Administration Hana Financial Group Inc.

Opinion d'audit

Nous avons audité les états financiers consolidés de Hana Financial Group Inc. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 respectivement, et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations dans les capitaux propres et un tableau des flux de trésorerie distinct, pour les exercices clos à ces dates, et des notes aux états financiers consolidés, y compris un résumé des principales conventions comptables.

A notre avis, les états financiers individuels ci-joints présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, respectivement, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour les exercices clos à cette date, conformément aux International Financial Reporting Standards coréen. Normes (" K-IFRS ").

Nous avons également vérifié, conformément aux normes coréennes d'audit (« KSA »), le contrôle interne sur l'information financière du groupe au 31 décembre 2024 sur la base du « Cadre conceptuel pour la conception et le fonctionnement du contrôle interne sur l'information financière ». Notre rapport daté du 28 février 2025 exprime une opinion sans réserve.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué nos audits conformément aux normes coréennes d'audit (" KSA "). Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés de notre rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés en République de Corée, et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Elément clé de l'audit (Key Audit Matters)

Les points clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, étaient les plus importants dans notre audit des états financiers consolidés de la période en cours. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces questions.

1. Evaluation de la provision sur pertes de crédit sur prêts

Comme indiqué dans la Note 16 des états financiers consolidés, le Groupe a comptabilisé une provision pour pertes sur créances en utilisant le modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues (ECL) pour les prêts au coût amorti s'élevant à 3 081 664 millions de KRW au 31 décembre 2024. Des ECL sont comptabilisées pour les prêts qui ont connu une augmentation significative du risque de crédit (SICR) depuis leur comptabilisation initiale ou qui sont dépréciés, sinon une ECL de 12 mois est comptabilisée. Le Groupe mesure les provisions ECL sur une base individuelle pour les prêts individuellement significatifs qui sont dépréciés, pour ceux qui ont connu un SICR et présentent certains autres indicateurs de risque élevé (par exemple, restructuration de la dette). L'évaluation individuelle implique le jugement du Groupe dans l'estimation des flux de trésorerie futurs, y compris la valeur de la garantie correspondante. La provision pour pertes sur créances pour les autres prêts est évaluée sur une base collective. Pour ces prêts, le Groupe mesure les ECL sur la base de ses estimations de la probabilité de défaut (PD), de la perte en cas de défaut (LGD) et de l'exposition en cas de défaut (EAD) ainsi que de l'impact des informations prospectives (FLI). Pour les prêts

évalués sur une base collective, l'une des données pertinentes pour déterminer la PD est la notation interne du risque de crédit de l'emprunteur. La notation interne du risque de crédit de l'emprunteur est définie par le Groupe à l'aide de facteurs quantitatifs et qualitatifs.

Nous avons identifié l'évaluation de la provision pour pertes sur créances pour les prêts comme un élément clé de l'audit. Un degré élevé d'effort d'audit, y compris des compétences et des connaissances spécialisées, ainsi qu'un jugement subjectif et complexe des auditeurs ont été nécessaires pour évaluer les estimations du Groupe des flux de trésorerie futurs, y compris de la vente de garantie, pour les prêts avec ECL mesurés sur une base individuelle. En outre, un degré élevé d'effort d'audit, y compris des compétences et des connaissances spécialisées, et le jugement des auditeurs ont été utilisés pour évaluer les estimations et les jugements du Groupe concernant l'évaluation des ECL sur une base collective. Cela comprenait l'analyse des facteurs qualitatifs pris en compte dans la détermination des notations internes de risque de crédit des prêts, le calcul de la PD sur 12 mois, sur la durée de vie, le calcul de la LGD et l'évaluation de la FLI intégrée dans la mesure des ECL collectives.

Voici les principales procédures que nous avons effectuées pour répondre à ce point clé d'audit. Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité du fonctionnement de certains contrôles internes liés à : (i) l'estimation des flux de trésorerie futurs pour les prêts évalués individuellement, y compris les contrôles sur le travail des professionnels de l'évaluation externes engagés par le Groupe pour évaluer ensemble les flux de trésorerie futurs avec la valeur des garanties ; (ii) la validation des modèles utilisés pour déterminer les données du calcul collectif des ECL et l'impact du FLI ; (iii) l'évaluation des facteurs quantitatifs et qualitatifs inclus dans le processus de détermination de la notation interne du risque de crédit des prêts, y compris l'examen des notations internes du risque de crédit effectué par un service indépendant ayant accès aux mêmes informations qualitatives ; et (iv) l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans la détermination des cotes de risque de crédit.

Nous avons évalué les estimations des flux de trésorerie futurs attendus des collatéraux sur un échantillon de prêts évalués individuellement : (i) en comparant les hypothèses formulées avec les informations obtenues de sources internes et externes ; et (ii) en évaluant la fiabilité des informations utilisées dans les estimations, y compris la qualification des professionnels de l'évaluation externes engagés par le Groupe. Nous avons fait appel à des professionnels du risque de crédit et des technologies de l'information dotés de compétences et de connaissances spécialisées qui nous ont aidés à : (i) évaluer la méthodologie et les principaux jugements utilisés pour déterminer les paramètres de PD et de LGD ; (ii) évaluer comment le FLI a été intégré dans le modèle ECL collectif ; et (iii) vérifier l'exactitude du calcul des PD et d'un échantillon de LGD. Nous avons évalué si, pour un échantillon de prêts avec ECL mesurés sur une base collective, la politique du Groupe était appliquée dans le processus de notation interne du risque de crédit.

## **2. Appréciation de l'évaluation de la juste valeur de certains dérivés de niveau 3 et titres liés à des dérivés de niveau 3**

Comme décrit dans la Note 5 aux états financiers consolidés, le Groupe ne publie la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3 que si les données qui ont un impact significatif sur les résultats de l'évaluation de la juste valeur sont basées sur des informations qui ne sont pas observables sur le marché.

En particulier, Hana Securities Co., Ltd. évalue certains dérivés et titres liés à des produits dérivés classés en niveau 3 par son propre système d'évaluation. Au 31 décembre 2024, les actifs dérivés représentaient 21 794 millions de KRW et les passifs dérivés représentaient 374 239 millions de KRW. En outre, les titres liés à des dérivés ont été comptabilisés à 59 624 millions de KRW pour les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et à 3 644 795 millions de KRW pour les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour évaluer ces instruments financiers, le Groupe utilise des méthodes d'évaluation telles que les modèles d'actualisation des flux de trésorerie et les modèles d'options, qui nécessitent diverses données et hypothèses en fonction des caractéristiques des instruments financiers.

Les principales considérations qui nous ont amenés à déterminer que la mise en œuvre des procédures relatives à l'évaluation des dérivés de niveau 3 et des titres liés à des dérivés de niveau 3, constitue un élément clé de l'audit, sont les suivantes : (i) la direction a fait preuve d'un jugement important dans la détermination des modèles d'évaluation internes, conduisant à un degré élevé de subjectivité des auditeurs dans l'exécution des procédures liées à l'évaluation des dérivés, à l'aide de modèles d'évaluation internes ; (ii) il y a eu un jugement et des efforts importants dans l'évaluation des éléments probants liés à ces modèles d'évaluation internes et aux données d'entrée non observables utilisées pour déterminer l'évaluation des dérivés de niveau 3 et titres liés à des produits dérivés de niveau 3 ; et (iii) l'effort d'audit impliquait le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées.

Voici les principales procédures que nous avons effectuées pour répondre à ce point clé d'audit. Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle de certains contrôles internes liés à l'évaluation de la juste valeur des dérivés de niveau 3 et des titres liés à des dérivés qui sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation développés en interne. Ces procédures comprenaient des contrôles sur l'examen du développement et la validation des changements de modèles de valorisation internes et des données d'entrée non observables utilisées dans la valorisation des dérivés de niveau 3. De plus, nous avons fait appel à des professionnels spécialisés ayant les compétences pour évaluer les modèles d'évaluation et les données non observables pour des contrats spécifiques, ainsi que pour confirmer si la juste valeur calculée à l'aide de modèles d'évaluation développés indépendamment et de données non observables est significativement différente de la juste valeur de la direction.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise pour les états financiers consolidés.**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés ci-joints conformément aux K-IFRS, et du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers consolidés, la direction du Groupe est chargée d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions liées à la continuité d'exploitation et d'utiliser le principe comptable de continuité d'exploitation, à moins que la direction n'ait l'intention de liquider le groupe ou de cesser ses activités, ou n'a pas d'autre alternative réaliste que de le faire.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus d'information financière du Groupe.

## **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux KSA détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers consolidés.

Dans le cadre d'un audit conformément aux KSA, nous exerçons un jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. Nous avons aussi :

- Identifié et évalué les risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçu et mis en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenu des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des déclarations inexactes ou le contournement du contrôle interne.
- Acquis une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances.
- Evalué le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes faites par la direction.
- Conclu sur le caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants obtenus, sur l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles d'émettre un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport de l'auditeur sur les informations connexes fournies dans les états financiers consolidés ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou conditions futurs pourraient entraîner la cessation de l'exploitation du Groupe.
- Evalué la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations à fournir, et déterminé si les états financiers consolidés représentent les transactions et événements sous-jacents d'une manière qui permet d'obtenir une présentation fidèle.
- Recueilli des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous sommes seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance concernant, entre autres, la portée et le calendrier prévus de l'audit et les constatations d'audit importantes, y compris toute lacune importante dans le contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration indiquant que nous nous sommes conformés aux exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance, et de communiquer avec eux toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme ayant une incidence sur notre indépendance, et le cas échéant, les garanties connexes.

A partir des points communiqués aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise, nous déterminons les points les plus importants lors de l'audit des états financiers consolidés de la période en cours et qui sont donc les points clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'empêche la divulgation publique de la question ou lorsque, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons qu'une question ne devrait pas être communiquée dans notre rapport parce que l'on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives d'une telle action seraient susceptibles de l'emporter sur les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit ayant donné lieu au présent rapport de l'auditeur indépendant est Ho Young, Heo.

28 février 2025

Deloitte Anjin LLC

## **Rapport de Gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la KEB Hana Bank, 38 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.